

**No. 32119**

---

**FRANCE  
and  
BOLIVIA**

**Agreement on cultural, scientific and technical cooperation.  
Signed at La Paz on 26 May 1966**

**Protocol supplementing the above-mentioned Agreement,  
relative to the status in Bolivia of French research workers  
and institutions carrying out activities in Bolivia  
under that Agreement. Signed at La Paz on 20 May 1994**

*Authentic texts: French and Spanish.*

*Registered by France on 1 September 1995.*

---

**FRANCE  
et  
BOLIVIE**

**Accord de coopération culturelle, scientifique et technique.  
Signé à La Paz le 26 mai 1966**

**Protocole complémentaire à l'Accord susmentionné relatif au  
statut en Bolivie des agents et institutions de recherche  
français exerçant leur activité en Bolivie dans le cadre de  
cet Accord. Signé à La Paz le 20 mai 1994**

*Textes authentiques : français et espagnol.*

*Enregistré par la France le 1<sup>er</sup> septembre 1995.*

ACCORD<sup>1</sup> DE COOPÉRATION CULTURELLE, SCIENTIFIQUE ET  
TECHNIQUE CONCLU ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA  
RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE

Le Gouvernement de la République Française

Et

Le Gouvernement de la République de Bolivie

- animés d'un égal désir de faciliter et de développer les échanges entre les deux Etats dans les domaines de l'éducation, des lettres, des sciences et des arts,
  - résolus à mettre en oeuvre les moyens nécessaires à une meilleure connaissance réciproque de leurs langues et de leurs civilisations,
  - désireux de fixer, sur la base de l'égalité entre les Parties contractantes, le cadre général de leur coopération dans le domaine scientifique et technique en vue du développement économique et social,
- sont convenus des dispositions suivantes et à cette fin les deux Parties ont désigné leurs Plénipotentiaires respectifs :

Le Président de la République Française a désigné Son Excellence Monsieur Dominique PONCHARDIER, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire en Bolivie.

Le Président du Gouvernement Militaire de Bolivie a désigné Son Excellence Monsieur le Colonel Joaquín ZENTENO ANAYA, Ministre des Relations Extérieures.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs certifiés en bonne et due forme, conviennent de ce qui suit :

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 14 mars 1968, date de la dernière des notifications (des 11 juillet 1966 et 14 mars 1968) par lesquelles les Parties se sont informées de l'accomplissement des formalités constitutionnelles requises, conformément à l'article XXIV.

## TITRE I

### Article Premier

Les Parties contractantes favorisent réciproquement dans leurs universités, leurs écoles supérieures, leurs lycées et collèges du second degré et leurs établissements d'enseignement technique, industriel ou commercial, l'enseignement de la langue, de la littérature et de la civilisation de l'autre pays.

Elles assurent à cet enseignement une place de choix, tant par la qualité du personnel chargé de le donner que par le nombre d'heures consacrées à l'étudier.

Plus spécialement, le Gouvernement de Bolivie assure un enseignement du français dans les universités, les collèges publics et les écoles normales, en particulier à l'Institut Normal Supérieur et dans les Ecoles de langues; il favorise également le développement de l'enseignement de cette langue dans les institutions privées.

### Article II

Les Parties contractantes favorisent l'enseignement de la langue de l'autre Partie par des émissions radiophoniques et par tous moyens extra-scolaires.

### Article III

Les Parties contractantes, reconnaissant l'importance de la formation des professeurs chargés d'enseigner la langue et la civilisation de l'autre pays, se prêtent mutuellement leur concours à cette fin, en particulier en organisant, dans toute la mesure du possible, des stages de professeurs et l'envoi de lecteurs.

Les enseignants détachés dans les administrations ou les institutions académiques de l'autre Etat reçoivent des autorités

de cet Etat une rémunération égale à celle qu'elles allouent à leur propre personnel de grade équivalent.

#### Article IV

Chacune des Parties contractantes favorise l'installation sur son territoire et le fonctionnement d'institutions culturelles ou scientifiques telles que Instituts, Centres de culture, Associations, Centres de recherche, Etablissements d'enseignement, que l'autre Partie y a établis ou souhaitera y établir. Ces institutions bénéficient des facilités les plus larges pour leur fonctionnement dans le cadre de la législation nationale.

#### Article V

Les Parties contractantes organisent, dans toute la mesure du possible, l'envoi ou l'échange de professeurs, d'étudiants, de chercheurs, de lecteurs, d'assistants, de savants et de conférenciers, ainsi que de responsables de groupements culturels universitaires et extra-universitaires.

Elles facilitent, d'une façon générale, les rencontres collectives de jeunes et de groupements de jeunesse des deux pays.

#### Article VI

Afin de contribuer à la réalisation des échanges prévus au premier alinéa de l'article V, chacune des Parties contractantes s'efforce de développer l'octroi de bourses aux étudiants et aux chercheurs de l'autre pays, désireux de poursuivre des études ou de se perfectionner sur son territoire. La sélection des candidats aux bourses du Gouvernement Français est préparée par une commission mixte spéciale qui se réunit avant le 15 Mai de chaque année à La Paz.

Article VII

Les Parties contractantes envisagent la possibilité d'accorder aux études effectuées, aux concours et examens passés et aux diplômes obtenus sur le territoire de l'une d'Elles, une équivalence partielle ou totale sur le territoire de l'Autre.

Article VIII

Les Parties contractantes s'efforcent de donner les plus larges facilités à l'organisation de concerts, d'expositions, de représentations théâtrales et de manifestations artistiques destinés à faire mieux connaître leurs cultures respectives.

Article IX

Les Parties contractantes facilitent réciproquement dans le cadre de la législation nationale de chaque Etat, l'entrée et la diffusion sur leurs territoires respectifs ;

- d'oeuvres cinématographiques, musicales (sous forme de partitions ou d'enregistrements sonores), radiophoniques et télévisées ;

- d'oeuvres d'art et de leurs reproductions ;

- de livres, périodiques et autres publications culturelles et des catalogues qui les concernent.

Elles prêtent, dans toute la mesure du possible, leur concours aux manifestations et aux échanges organisés dans ce domaine.

Article X

Les deux Parties accordent aux auteurs, compositeurs et artistes de l'autre pays la même protection dont bénéficient leurs auteurs, compositeurs et artistes nationaux.

TITRE IIDE LA COOPERATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUEArticle XI

Les deux Parties contractantes décident d'organiser la coopération scientifique et technique entre les deux États dans les domaines de la recherche scientifique, de la formation des cadres administratifs et techniques, du développement économique et social, sur la base du financement commun et selon des modalités qui pourront être ultérieurement définies par le moyen d'arrangements complémentaires, en application du présent Accord.

Article XII

Afin de mettre en oeuvre cette coopération, chaque Gouvernement s'efforce, au cas où le Gouvernement de l'autre Partie lui en ferait la demande, d'assurer :

- a) la mise à la disposition de l'autre Partie d'experts, de chercheurs et de techniciens chargés :
- soit de collaborer à la formation du personnel scientifique, technique, administratif et de formation professionnelle,
  - soit de fournir une aide technique sur des problèmes particuliers,
  - soit de contribuer à l'étude de projets réalisés dans le cadre d'organismes internationaux et choisis d'un commun accord entre les deux Gouvernements.
- b) son aide pour la réalisation de programmes de recherches scientifique et technique, fondamentale et appliquée, notamment par l'intervention d'établissements ou organismes spécialisée en ces matières.
- c) l'organisation de stages d'étude ou de perfectionnement et l'octroi de bourses.

d) l'intervention d'organismes spécialisés dans les études visant au développement économique et social.

e) le don de matériel technique et scientifique.

f) l'échange de documentation, l'organisation de conférences, la présentation de films ou de tous autres moyens de diffusion d'informations techniques et scientifiques.

#### Article XIII

Chacune des Parties contractantes prend les dispositions nécessaires pour faciliter les échanges d'étudiants et l'organisation des stages de formation et de perfectionnement pour les techniciens. En particulier, elles s'efforcent, dans toute la mesure du possible, de maintenir pendant la durée de leur stage leur rémunération aux boursiers qui relèvent d'une administration publique ou para-publique.

#### Article XIV

Chacune des Parties contractantes désigne les techniciens qui collaboreront avec les experts envoyés par l'autre Partie aux fins prévues à l'article XII. Les dits experts, dans l'accomplissement de leur mission, fourniront aux techniciens désignés par l'Etat qui reçoit l'assistance toutes informations utiles sur les méthodes, les techniques et les pratiques appliquées dans leur domaine respectif, comme aussi les principes sur lesquels se fondent ces méthodes.

#### Article XV

L'autorité auprès de laquelle sont détachés les experts, chercheurs ou techniciens prend les dispositions nécessaires pour réunir les moyens de travail, de transport, de secrétariat, d'équipement, de main d'œuvre, etc... dont ceux-ci peuvent avoir besoin dans l'exécution de leur mission.

Article XVI

En ce qui concerne l'envoi de personnel chargé d'une mission de coopération technique, la coopération instaurée entre le Gouvernement Français et le Gouvernement Bolivien s'établit sur la base d'un financement conjoint :

a) Pour les missions de moins de dix mois, le Gouvernement du pays d'accueil assure aux experts le logement et les frais de déplacement à l'intérieur du pays. La prise en charge des frais de voyages intercontinentaux et de la rémunération de ces experts fait l'objet, dans chaque cas, d'un arrangement particulier.

b) Pour les missions de longue durée (égales ou supérieures à dix mois) le Gouvernement du pays d'accueil assure aux experts une rémunération égale à celle qu'il alloue à son propre personnel de grade équivalent, ainsi que des allocations couvrant toutes les dépenses provenant du logement et autres (transport, secrétariat) nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

La prise en charge des frais de voyage de l'expert et de sa famille fait l'objet, dans chaque cas, d'un arrangement particulier.

TITRE IIIDISPOSITIONS GENERALESArticle XVII

Chacune des Parties contractantes fait bénéficier les ressortissants de l'autre Partie ayant une activité dans le cadre du présent Accord, d'un régime de séjour et de circulation aussi libéral que possible.

Article XVIII

Chacune des Parties contractantes facilite, dans toute la mesure du possible, la solution des problèmes financiers



soulevés par l'action culturelle ou de coopération technique de l'autre Partie. Elle permet, en particulier, le libre rapatriement dans leur pays d'origine des rémunérations des enseignants, experts, ingénieurs et autres techniciens qui exercent leurs fonctions en application du présent Accord, ainsi que le libre rapatriement des cachets des artistes ayant participé aux manifestations organisées au titre de l'article VIII, et des droits d'auteur ou d'exécutant et des recettes provenant de la distribution et de la vente des matériels culturels visés à l'article IX.

#### Article XIX

Chacune des Parties contractantes s'efforce d'obtenir le règlement favorable des questions d'ordre fiscal que peuvent poser la création et le fonctionnement des établissements visés à l'article IV ainsi que de celles relatives à l'importation temporaire en franchise de droits de douane du mobilier et des voitures appartenant aux personnels visés à l'article XVII.

#### Article XX

Chacune des Parties contractantes accorde, dans les conditions fixées par des arrangements complémentaires, l'importation en franchise de droits de douane et en exemption de toutes restrictions à l'importation, des machines, instruments ou équipements et, en général, de tous matériels que l'une d'Elles peut fournir à l'Autre au titre de la coopération culturelle et technique, ainsi que du matériel destiné aux Institutions culturelles et scientifiques visées à l'article IV.

#### Article XXI

Les Professeurs, experts, ingénieurs et autres techniciens qui exercent leurs fonctions en Bolivie en application du présent Accord sont exemptés par le Gouvernement Bolivien de tous impôts sur la portion de leur traitement versée par le Gouvernement Français.

Le Gouvernement Bolivien applique à ces personnels et à leur famille, à leurs biens, fonds et traitements, le statut dont bénéficiaient les experts des Institutions spécialisées des Nations Unies.

Article XXII

Les produits et les gros matériaux importés en franchise selon les dispositions du présent Accord ne pourront être cédés ou prêtés à titre onéreux ou gratuit, sur le territoire du pays importateur que dans les conditions fixées par les autorités compétentes de ce pays.

Article XXIII

Une commission mixte franco-bolivienne, dont les membres sont désignés en nombre égal respectivement par les deux Gouvernements, se réunira alternativement à Paris et à La Paz chaque fois que les deux pays le jugeront nécessaire et, en principe, tous les deux ans. Elle est présidée à Paris par un ressortissant français et à La Paz par un ressortissant bolivien.

Cette commission examinera les affaires concernant l'application du présent Accord. Elle étudiera, en particulier, le programme d'action à entreprendre et à soumettre à l'approbation des deux Gouvernements.

Article XXIV

Chacun des deux pays notifie à l'autre l'accomplissement des formalités requises par sa propre Constitution pour la mise en vigueur du présent Accord. Celui-ci entrera en vigueur à la date de la dernière notification.

Cet accord est conclu pour une période de cinq ans. Il peut être prorogé pour une nouvelle période de cinq ans. Il peut être prorogé par tacite reconduction pour une durée illimitée sauf dénonciation par l'un des deux pays à l'expiration d'un préavis de six mois.

En foi de quoi les Représentants des deux Gouvernements ont signé le présent Accord qui fait également foi en sa version française et sa version espagnole.

FAIT A LA PAZ, LE VINGT-SIX MAI MIL NEUF CENT  
SOIXANTE SIX.-

Pour le Gouvernement  
français :



DOMINIQUE PONCHARDIER  
Ambassadeur de France en Bolivie

Pour le Gouvernement  
de Bolivie :



Cnl. JOAQUÍN ZENTENO ANAYA  
Ministre des Relations Extérieures

PROCOLE<sup>1</sup> COMPLÉMENTAIRE À L'ACCORD DE COOPÉRATION CULTURELLE, SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE BOLIVIENNE FAIT À LA PAZ LE 26 MAI 1966<sup>2</sup> ET RELATIF AU STATUT EN BOLIVIE DES AGENTS ET INSTITUTIONS DE RECHERCHE FRANÇAIS EXERÇANT LEUR ACTIVITÉ EN BOLIVIE DANS LE CADRE DE CET ACCORD

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République bolivienne,

vu l'accord de coopération culturelle, scientifique et technique les liant, fait à La Paz le 26 mai 1966,

désireux de préciser le statut en Bolivie des instituts et des professeurs, experts, ingénieurs et autres techniciens français exerçant leur activité en Bolivie dans le cadre de cet accord, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1 :

Les professeurs, experts, ingénieurs et autres techniciens français qui exercent leurs fonctions en Bolivie dans le cadre de l'accord de coopération culturelle, scientifique et technique Franco-Bolivien du 26 mai 1966 sont soumis aux obligations suivantes :

- a) non immixtion dans les affaires internes de la Bolivie.
- b) interdiction d'exercer des activités à but lucratif autres que celles exercées conformément à l'accord.
- c) présentation périodique de rapports d'activités et présentation d'un rapport de fin d'activités aux autorités dont ils dépendent.

ARTICLE 2 :

Les professeurs, experts ingénieurs et autres techniciens français visés à l'article 1 bénéficient, outre les facilités d'installation (titres de séjour appropriés), des privilèges et immunités suivants :

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 20 mai 1994 par la signature, conformément à l'article 4.

<sup>2</sup> Voir p. 102 du présent volume.

- a) inviolabilité personnelle des agents, de leur domicile (et de leurs biens).
- b) immunité de juridiction en ce qui concerne les actes accomplis par eux dans le cadre de leurs fonctions et dans les limites de leurs attributions (y compris leurs paroles et écrits).
- c) importation avec franchise des droits de douane et des impôts à l'importation de leurs biens d'usage et de consommation et d'un véhicule, dans le courant des six premiers mois après leur arrivée au pays et pour une seule fois jusqu'à la conclusion de leur mission et droit à la réexportation en fin de mission.

Par Notes Verbales, l'Ambassade de France communiquera le début des activités des institutions nouvelles afin que les professeurs, experts, professionnels et autres techniciens français, qui arrivent pour exercer des fonctions au sein de ces institutions, puissent bénéficier de l'Accord de coopération culturelle, scientifique et technique souscrit entre les Gouvernements de Bolivie et de France, et du présent protocole.

- d) les mêmes facilités en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change que celles qui sont accordées aux représentants des gouvernements étrangers en mission officielle temporaire.

ARTICLE 3 :

En application des articles 4 et 20 de l'accord du 26 mai 1966, les institutions de recherche françaises agréées par la partie bolivienne qui accomplissent leur mission en Bolivie bénéficieront, outre les facilités d'installation (titres de séjour appropriés), de l'importation en franchise de droit de douane et de toute charge fiscale, et seront exemptées de prohibition et restriction à l'importation des matériels, machines et équipements nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

ARTICLE 4 :

Le présent protocole entre en vigueur à la date de sa signature.

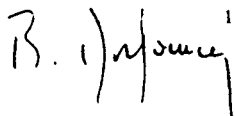
Il restera en vigueur aussi longtemps que l'Accord de Coopération Culturelle, scientifique et Technique entre le gouvernement de la République

française et le gouvernement de la République bolivienne du 26 mai 1966 le demeurera.

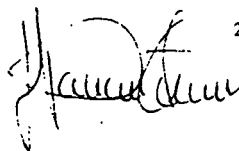
Fait à La Paz le 20 mai 1994

en deux exemplaires en langues française et espagnole

Pour le Gouvernement  
de la République française :



Pour le Gouvernement  
de la République bolivienne :



---

<sup>1</sup> M. B. Dufourcq.

<sup>2</sup> Jaime Aparicio Otero.

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

## CONVENIO DE COOPERACIÓN CULTURAL, CIENTÍFICA Y TÉCNICA ENTRE LOS GOBIERNOS DE LA REPÚBLICA DE BOLIVIA Y FRANCIA

El Gobierno de la República de Bolivia y el Gobierno de la República de Francia, animados del deseo de facilitar y desarrollar el intercambio entre los dos países en los campos de la educación, letras, ciencias y artes.

Resueltos a poner en práctica los medios necesarios para un mejor conocimiento recíproco de sus idiomas, sus culturas y civilizaciones.

Deseosos de determinar sobre la base de la igualdad el cuadro general de su cooperación en el campo científico y técnico para el desarrollo económico y social, han decidido suscribir un Convenio y con este objeto han designado a sus respectivos Plenipotenciarios a saber,

El Presidente de la Honorable Junta de Gobierno de Bolivia, El Excelentísimo Señor Coronel Joaquín ZENTENO ANAYA, Ministro de Relaciones Exteriores y Culto;

El Presidente de la República de Francia, al Excelentísimo Señor Dominique PONCHARDIER, Embajador Extraordinario y Plenipotenciario en Bolivia:

Los cuales, después de haber canjeado sus plenos poderes, hallados en buena y debida forma acuerdan lo siguiente:

### CAPITULO I

#### ARTICULO I

Bolivia y Francia fomentarán recíprocamente en sus universidades, escuelas superiores, liceos, y colegios de secundaria y establecimientos de enseñanza técnica, industrial o comercial el estudio del idioma, la literatura y la civilización del otro país.

Darán a este estudio un lugar preferente tanto por la calidad del personal docente como por el número de horas dedicadas a la enseñanza.

May especialmente, el Gobierno de Bolivia fomentará la enseñanza del francés en las Universidades, los colegios públicos y las escuelas normales, en particular en el Instituto Normal Superior y en los colegios de idiomas. Estimularán igualmente el estudio de este idioma en las instituciones privadas.

## ARTICULO II

Bolivia y Francia favorecerán la enseñanza del idioma del otro país por medio de emisiones radiofónicas y otros medios extra escolares.

## ARTICULO III

Las Altas Partes Contratantes reconocen la importancia de la formación de profesores encargados de enseñar el idioma, la cultura y la civilización del otro país, y la necesidad de que se presten ayuda mutua para este fin, organizando, en lo posible, estadías en Francia o Bolivia para profesores y el envío de lectores.

Los profesores designados en los establecimientos o las instituciones académicas del otro país recibirán de las autoridades de éste una remuneración igual a la que ellos conceden a su propio personal de grado equivalente.

## ARTICULO IV

Las Altas Partes Contratantes recíprocamente favorecerán en sus respectivos territorios, la instalación y funcionamiento de instituciones culturales o científicas tales como Institutos, Centros de Cultura, Asociaciones culturales, Centros de investigación, Establecimientos de enseñanza, que el otro país ha creado o deseara crear ahí. Estas instituciones gozarán de las facilidades más amplias para su funcionamiento conforme a la legislación nacional.

## ARTICULO V

Bolivia y Francia organizarán en lo posible, el envío o el intercambio de profesores, estudiantes, investigadores, lectores, asistentes, científicos y conferenciantes, así como miembros de agrupaciones culturales universitarias y extra universitarias.

Los dos Gobiernos facilitarán, de una manera general, las reuniones colectivas de jóvenes y de agrupaciones de jóvenes de ambos países.

## ARTICULO VI

A fin de contribuir a la realización de los intercambios previstos en la primera parte del artículo V, cada uno de los Gobiernos se esforzará en conceder becas a los estudiantes y a los científicos e investigadores del otro país, para continuar sus estudios o su perfeccionamiento. La selección de los candidatos para las becas del Gobierno francés estará a cargo del Comité Nacional de Becas de Bolivia en el que tomará parte un representante de la Embajada de Francia en La Paz, y se reunirá para el efecto antes del 15 de mayo de cada año.



Para las becas del Gobierno Boliviano, el representante de la Embajada de Bolivia en París formará parte de la Comisión que para el efecto organice el Gobierno francés.

En ambos casos las concesiones de becas se harán previos concursos de méritos convocados por todos los medios de difusión.

#### ARTICULO VII

Bolivia y Francia considerarán recíprocamente la posibilidad de acordar para los estudios efectuados, concursos y exámenes que se han cumplido y a los diplomas obtenidos en el territorio de uno de los dos países, una equivalencia parcial o total en el territorio del otro.

#### ARTICULO VIII

Las Altas Partes Contratantes se esforzarán en dar las facilidades más amplias a la organización de conciertos, exposiciones, representaciones teatrales y otras manifestaciones artísticas destinadas a hacer conocer mejor sus culturas respectivas.

#### ARTICULO IX

Bolivia y Francia facilitarán recíprocamente, dentro de la legislación de cada país, la entrada y la difusión de sus territorios respectivos:

- de obras cinematográficas, musicales (bajo forma de partituras o de grabaciones sonoras), radiofónicas y televisadas;
- de obras de arte y de sus reproducciones;
- de libros, periódicos y otras publicaciones culturales y de sus catálogos correspondientes.

Los dos países prestarán, en lo posible, su concurso a las manifestaciones e intercambios organizados en este campo.

#### ARTICULO X

Bolivia y Francia, recíprocamente, conceden a los autores, compositores y artistas del otro país la misma protección de la cual se benefician sus autores, compositores y artistas nacionales.

### CAPITULO II

#### DE LA COOPERACION CIENTIFICA Y TECNICA

#### ARTICULO XI

Bolivia y Francia acuerdan cooperación científica y técnica entre los dos países en el campo de la investigación científica, la formación de cuadros administrativos y técnicos, la dotación de equipos y el desarrollo económico y social, sobre la base del financiamiento común y según las modalidades que podrán ulteriormente ser definidas por medio de arreglos complementarios, en aplicación del presente Convenio.

#### ARTICULO XII

A fin de poner en práctica esta cooperación, cada Gobierno se esforzará, si el otro país lo solicita en:

- a) poner a disposición del otro país expertos, investigadores y técnicos encargados de:
  - colaborar a la formación del personal científico, técnico, administrativo y de formación profesional;
  - suministrar ayuda técnica sobre problemas particulares;
  - contribuir al estudio de proyectos realizados en el plano de organismos internacionales y escogidos de común acuerdo entre los dos gobiernos.
- b) ayudar para la realización de programas de investigaciones científica y técnica, fundamental y aplicada, particularmente por medio de la intervención de establecimientos u organizaciones especializadas en estas materias.
- c) organizar estadías de estudio o de perfeccionamiento en ambos países y conceder becas.
- d) cooperar con organismos especializados en los estudios sobre desarrollo económico y social.
- e) donación de material técnico y científico.
- f) el intercambio de documentación, la organización de conferencias, la presentación de películas o de otros medios de difusión de informaciones técnicas y científicas.

#### ARTICULO XIII

Cada uno de los Gobiernos adoptará las disposiciones necesarias para facilitar los intercambios de estudiantes y la organización de las temporadas de formación y perfeccionamiento para técnicos. En particular, se esforzará, en lo posible, de mantener durante la duración de las temporadas la remuneración a los becarios que provengan de una administración estatal o semi estatal.

#### ARTICULO XIV

Cada uno de los Gobiernos designará los técnicos que colaborarán con los expertos enviados por el otro país para los fines previstos en el artículo XII. Los expertos, al cumplir su misión, proveerán a los técnicos designados por el país que recibe la asistencia, toda información útil sobre los métodos, las técnicas y las prácticas aplicadas en su campo respectivo, como también los principios sobre los cuales se fundan estos métodos.

#### ARTICULO XV

La entidad ante la cual serán nombrados los expertos, investigadores o técnicos tomará las disposiciones necesarias para reunir los medios de trabajo, de transporte, secretariado, equipo, mano de obra, etc., que sean necesarios para el cumplimiento de su misión.

#### ARTICULO XVI

En lo que concierne el envío de personal encargado de una misión de cooperación técnica, la cooperación entre el Gobierno de Bolivia y el Gobierno de Francia se establecerá sobre la base de un financiamiento conjunto que se acordará en cada caso.

a) Para las misiones de menos de diez meses, el Gobierno que reciba a los expertos proveerá alojamiento y tomará a su cargo los gastos de transporte al interior del país. El monto de los gastos de viaje intercontinentales y de la remuneración de estos expertos será objeto, en cada caso de un arreglo especial.

b) Para las misiones de larga duración (iguales o superiores a diez meses) el Gobierno que reciba a los expertos proveerá una remuneración igual a la que otorga a su propio personal de grado equivalente, así como los subsidios que cubran todos los gastos provenientes del alojamiento y otros ( transporte, secretaría ) necesarios para el cumplimiento de su misión.

El monto de los gastos de viaje del experto y de su familia será objeto, en cada caso, de un acuerdo especial.

### CAPITULO III DISPOSICIONES GENERALES

#### ARTICULO XVII

Cada uno de los Gobiernos acordará a los ciudadanos miembros del otro país que tengan una actividad conforme al presente Convenio, un régimen de permanencia y circulación tan liberal como sea posible.

#### ARTICULO XVIII

Ambos Gobiernos facilitarán, en lo posible, la solución de los problemas financieros producidos por la acción cultural o de cooperación técnica del otro país. Se permitirá en particular la libre remesa, de y a los países de origen, de las remuneraciones de los profesores, expertos ingenieros y otros técnicos que ejercen sus funciones en aplicación del presente Convenio, así como la libre remesa de las ganancias de los artistas que participen en las actividades organizadas conforme el artículo VIII, y de los derechos de autor o de ejecutante y de los ingresos provenientes de la distribución y de la venta de los materiales culturales indicados en el artículo IX.

ARTICULO XIX

Cada uno de los gobiernos se esforzará en obtener el arreglo favorable de los asuntos de orden fiscal que puedan presentarse con motivo de la creación y funcionamiento de los establecimientos indicados en el artículo IV así como de aquellos relativos a la importación temporal, con franquicia de derechos de aduana, de enseres personales, mobiliario y automóviles comprendidos en el artículo XVII.

ARTICULO XX

Cada uno de los Gobiernos autorizará, en las condiciones que sean fijadas por arreglos complementarios, la importación con franquicia de derechos arancelarios y adicionales de aduana, excepto servicios prestados, y con exención de todas las restricciones para la importación de máquinas, instrumentos o equipos, y, en general, de todos los materiales que uno de ellos pueda proveer al otro a título de cooperación cultural y técnica, así como material destinado a las entidades culturales y científicas comprendidas en el artículo IV.

ARTICULO XXI

Los profesores, expertos, ingenieros y otros técnicos que ejerzan funciones en Bolivia o en Francia, en ejecución del presente Convenio, estarán exentos por el Gobierno boliviano y por el Gobierno francés respectivamente, de todos los impuestos sobre la porción del sueldo pagado por cada Gobierno.

Ambos Gobiernos aplicarán a estos items personales de los ciudadanos y de su familia sus bienes, fondos y sueldos, el estatuto que beneficia a los expertos de los organismos especializados de las Naciones Unidas.

ARTICULO XXII

Los objetos y materiales importados con franquicias de acuerdo a las disposiciones del presente Convenio y de los arreglos especiales que se concretarán, no podrán ser transferidos ni prestados, a título oneroso o gratuito, en el territorio de importación salvo las disposiciones establecidas por las autoridades competentes del país de importación.

ARTICULO XXIII

Una comisión mixta boliviano-francesa, cuyos miembros serán designados en número igual por los dos Gobiernos se reunirá alternativamente en La Paz y París cada vez que los dos gobiernos lo juzguen necesarios, y, en principio, cada dos años. Ella estará presidida en La Paz por un boliviano y en París por un francés.

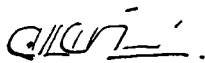
La comisión examinará los asuntos concernientes, a la aplicación del presente Convenio. Estudiará en particular, el programa de la acción a emprenderse que someterá a la consideración de ambos Gobiernos.

ARTICULO XXIV

El presente Convenio será sometido a ratificación por las Altas Partes Contratantes, de acuerdo a sus procedimientos constitucionales y entrará en vigencia desde el canje de ratificaciones que se hará en París a la brevedad posible. Tendrá una duración de cinco años. Se prorrogará por períodos iguales, siempre que a cada vencimiento, una de las partes no haya notificado a la otra con seis meses de anticipación.

En fé de lo cual suscriben los Plenipotenciarios de ambos países el presente Convenio a dos ejemplares del mismo tenor cada uno en los idiomas español y francés, en la ciudad de La Paz, a los veintiseis días del mes de mayo del año mil novecientos sesenta y seis.

Por el Gobierno  
de Bolivia:



Cnl. JOAQUÍN ZENTENO ANAYA  
Ministro de Relaciones Exteriores  
y Culto

Por el Gobierno  
de Francia:



Sr. DOMINIQUE PONCHARDIER  
Embajador de Francia en Bolivia

**PROTOCOLO COMPLEMENTARIO AL ACUERDO DE COOPERACIÓN CULTURAL, CIENTÍFICA Y TÉCNICA ENTRE EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DE FRANCIA Y EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DE BOLIVIA HECHO EN LA PAZ EL 26 DE MAYO DE 1966 Y RELATIVO AL ESTATUTO EN BOLIVIA DE LOS AGENTES E INSTITUCIONES DE INVESTIGACIÓN FRANCESES QUE EJERCEN SU ACTIVIDAD EN BOLIVIA EN EL MARCO DE ESTE ACUERDO**

---

El Gobierno de la República de Bolivia y el Gobierno de la República de Francia,

visto el Acuerdo de Cooperación Cultural, Científica y Técnica que los une, hecho en La Paz, el 26 de mayo de 1966,

deseosos de precisar el estatuto en Bolivia de los institutos y de los profesores, expertos, ingenieros y otros técnicos franceses que ejercen su actividad en Bolivia en el marco de este Acuerdo, han convenido lo que sigue:

**ARTICULO 1:**

Los profesores, expertos, ingenieros y otros técnicos franceses que ejercen sus funciones en Bolivia en el marco del Acuerdo de Cooperación Cultural, Científica y Técnica Franco - Boliviana del 26 de mayo de 1966 están sometidos a las siguientes obligaciones:

- a) no ingerencia en los asuntos de Bolivia
- b) prohibición de ejercer actividades con fines de lucro a no ser las ejercidas conforme al Acuerdo.
- c) presentación periódica de informes de actividades y presentación de un informe de fin de actividades a las autoridades bolivianas de las cuales dependen.

**ARTICULO 2:**

Los profesores, expertos, ingenieros y otros técnicos franceses a los que se refiere el Artículo 1 gozan además de las facilidades de instalación (documentos de estadía apropiados, de los privilegios e inmunidades siguientes:

- a) inviolabilidad personal de los agentes, de su domicilio (y de sus bienes).
- b) inmunidad de jurisdicción en lo que concierne a los actos cumplidos por ellos en el marco de sus funciones y dentro de los límites de sus atribuciones (incluidas sus palabras y escritos).

- c) importación con exención de gravámenes e impuestos a la importación de sus bienes de uso y consumo, y un vehículo dentro de los primeros seis meses desde su llegada al país por una sola vez hasta que concluya su misión, y derecho de reexportarlos al término de su misión.

Mediante Notas Verbales, la Embajada de Francia comunicará el inicio de actividades de nuevas instituciones a fin de que los profesores, expertos, profesionales y otros técnicos franceses que arriben a desempeñar funciones en estas instituciones puedan beneficiarse del Acuerdo de Cooperación Cultural, Científica y Técnica suscrito entre los Gobiernos de Bolivia y Francia y del presente Protocolo.

- d) las mismas facilidades en lo que concierne a las reglamentaciones monetarias o de cambio que son atorgadas a los representantes de gobiernos extranjeros en misión oficial temporal.

#### ARTICULO 3:

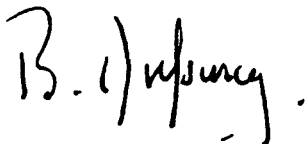
En aplicación de los artículos 4 y 20 del Acuerdo del 26 de mayo de 1966 las instituciones de investigación francesas aceptadas por la Parte boliviana que cumplen su misión en Bolivia, gozarán además de las facilidades de instalación (documentos de estadía apropiados), de la importación en franquicias de derechos arancelarios y de toda carga fiscal y estarán exentas de prohibición y de restricción a la importación de materiales, máquinas y equipos necesarios al cumplimiento de su misión.

#### ARTICULO 4:

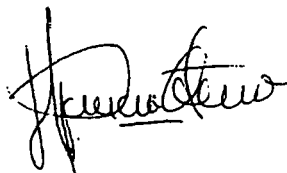
El presente Protocolo entrará en vigor en la fecha de su firma y permanecerá vigente mientras lo esté el Acuerdo de Cooperación Cultural, Científico y Técnico entre el Gobierno de la República de Bolivia y el Gobierno de la República de Francia del 26 de mayo de 1966.

Hecho en la ciudad de La Paz, a los veinte días del mes de mayo de 1994, en dos ejemplares con el mismo tenor y efecto en idiomas español y francés.

Por el Gobierno  
de la República de Francia:



Por el Gobierno  
de la República de Bolivia:



## [TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT<sup>1</sup> ON CULTURAL, SCIENTIFIC AND TECHNICAL CO-OPERATION CONCLUDED BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF BOLIVIA

The Government of the French Republic and  
The Government of the Republic of Bolivia,

Desiring to facilitate and develop exchanges between the two States in the fields of education, literature, science and the arts;

Having decided to take steps to promote a better knowledge of each other's language and civilization;

Desiring to establish, on the basis of equality between the Contracting Parties, the general framework of their cooperation in the technical and scientific field, with a view to economic and social development, have agreed on the following provisions and, to this end, have designated their respective Plenipotentiaries:

The President of the French Republic has designated His Excellency Mr. Dominique Ponchardier, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to Bolivia;

The President of the Military Government of Bolivia has designated His Excellency Colonel Joaquín Zenteno Anaya, Minister for Foreign and Religious Affairs;

who, having exchanged their full powers, found in good and due form, agree as follows:

## TITLE I

*Article I*

Each Contracting Party shall promote, in its universities, professional schools and public and private secondary schools, and in its institutions of technical, industrial or commercial education, the teaching of the language, literature and civilization of the other country.

They shall give priority to such teaching, as regards both the quality of the teaching personnel and the number of hours devoted to the study of such subjects.

In particular, the Government of Bolivia shall ensure that French is taught in universities, State schools and teacher-training colleges, in particular in the Instituto Normal Superior and in language schools; it shall also promote the teaching of French in private institutions.

*Article II*

Each Contracting Party shall promote the teaching of the language of the other Party by radio and by all other extramural means.

<sup>1</sup> Came into force on 14 March 1968, the date of the last of the notifications (of 11 July 1966 and 14 March 1968) by which the Parties informed each other of the completion of the required constitutional formalities, in accordance with article XXIV.



### *Article III*

The Contracting Parties, recognizing the importance of training teachers to teach the language and civilization of the other country, shall assist each other to that end, as far as possible, in particular by organizing teacher training courses and by sending lecturers.

The instructors seconded to the academic administrations or institutions of the other State shall receive from the authorities of that State a remuneration equal to that which those authorities grant to their own personnel of equivalent grade.

### *Article IV*

Each Contracting Party shall promote the establishment and operation in its territory of cultural or scientific institutions such as institutes, cultural centres, associations, research centres and teaching institutions which the other Party has established or wishes to establish there. Such institutions shall be accorded every facility to operate within the limits of the national legislation.

### *Article V*

The Contracting Parties shall, as far as possible, organize the dispatch or exchange of professors, students, research workers, foreign language assistants, teachers, scientists, lecturers and persons in charge of university and extramural cultural groups.

They shall facilitate, in general, collective visits between young people and youth groups from the two countries.

### *Article VI*

In order to help to effect the exchanges provided for in the first paragraph of article V above, each Contracting Party shall endeavour to develop the practice of granting scholarships to students, scientists and research workers of the other country who wish to pursue studies or undergo further training in its territory. [The candidates for the scholarships of the French Government shall be selected by a special mixed commission which shall meet for this purpose in La Paz before 15 May each year.]<sup>1</sup>

### *Article VII*

The Contracting Parties shall consider the possibility of according to studies completed and competitive and other examinations passed and to diplomas obtained in the territory of one Party partial or total equivalence in the territory of the other.

### *Article VIII*

The Contracting Parties shall endeavour to grant every facility for the organization of concerts, exhibitions, theatrical performances and artistic events designed to increase knowledge of their respective cultures.

### *Article IX*

The Contracting Parties shall facilitate, on a basis of reciprocity and within the limits of the national legislation of each State, the entry into their respective territories and the distribution of:

<sup>1</sup> The text between brackets reflects the authentic French text only — Le texte entre crochets reflète seulement le texte authentique français.

- Cinematographic works, musical works (in the form of scores or recordings) and radio and television programmes;
- Works of art and reproductions of such works;
- Books, periodicals and other cultural publications and catalogues concerning them.

They shall give their support, to the best of their abilities, to the events and exchanges organized in this field.

#### *Article X*

Each Party shall grant to authors, composers and artists of the other country the same protection it extends to its national authors, composers and artists.

### TITLE II

#### SCIENTIFIC AND TECHNICAL COOPERATION

#### *Article XI*

The two Contracting Parties agree to organize scientific and technical co-operation between the two States in the fields of scientific research, the training of administrative and technical staff, and economic and social development, on the basis of joint financing and according to such methods as may be subsequently determined by means of supplementary arrangements made under this Agreement.

#### *Article XII*

For the purpose of effecting this cooperation, each Government shall, if the Government of the other Party so requests, endeavour to arrange for:

(a) The assignment of experts, research workers and technicians to the other Party for any of the following purposes:

- Either to collaborate in the training of scientific, technical, administrative and vocational training personnel;
- Or to provide technical assistance on specific problems;
- Or to contribute to the study of projects carried out within the framework of international organizations and selected by agreement between the two Governments;

(b) Assistance in carrying out scientific and technical research programmes, both fundamental and applied, in particular through the participation of institutions or organizations which specialize in such matters;

(c) The organization of educational or advanced training courses and the granting of scholarships or fellowships;

(d) The participation of specialized agencies in studies on economic and social development;

(e) The donation of technical and scientific equipment;

(f) The exchange of documentation, the sponsoring of lectures, the presentation of films and the dissemination of technical and scientific information by any other means.

### *Article XIII*

Each Contracting Party shall make the necessary arrangements to facilitate exchanges of students and the organization of training and advanced training courses for specialists. In particular, they shall endeavour as far as possible to maintain the level of remuneration of scholarship or fellowship holders who are employed by government departments or related enterprises.

### *Article XIV*

Each Contracting Party shall appoint technicians to collaborate with the experts sent by the other Party for the purposes set forth in article XII. Such experts, in the performance of their mission, shall supply the technicians appointed by the State receiving the assistance with all useful information regarding the methods, techniques and practices used in their respective fields and the principles on which such methods are based.

### *Article XV*

The authority to which the experts, research workers or technicians are assigned shall take the necessary steps to provide whatever work, transport, office and other facilities and whatever equipment and staff they may need for the performance of their mission.

### *Article XVI*

With regard to the dispatch of personnel for a technical cooperation mission, the cooperation established between the French Government and the Bolivian Government shall be based on joint financing as follows:

(a) In the case of missions of less than 10 months, the Government of the receiving country shall provide the experts with accommodation and travel expenses within the country. Responsibility for the intercontinental travel expenses and remuneration of such experts shall in each case be the subject of a specific arrangement;

(b) In the case of long-term missions (of 10 months or more), the Government of the receiving country shall provide such experts with remuneration equal to that granted to its own staff of equivalent grade and with allowances covering all expenses connected with accommodation and other necessary facilities (transport, auxiliary staff) to carry out their mission.

Responsibility for the travel expenses of such experts and their families shall in each case be the subject of a specific arrangement.

## TITLE III

### GENERAL PROVISIONS

### *Article XVII*

Each Contracting Party shall ensure that the regulations applicable to the stay and travel of nationals of the other Party who are carrying out activities under this Agreement are as liberal as possible.

*Article XVIII*

Each Contracting Party shall, as far as possible, facilitate the solution of financial problems raised by the cultural activities or technical cooperation of the other Party. It shall, in particular, permit the free transfer to their country of origin of the salaries of teachers, experts, engineers and other specialists carrying out their activities under this Agreement and the free transfer of the fees of artists who have participated in events organized in accordance with article VIII, author's or performer's rights and money received from the distribution and sale of the cultural materials referred to in article X.

*Article XIX*

Each Contracting Party shall endeavour to ensure the favourable settlement of any tax questions which might arise as a result of the creation and operation of the institutions referred to in article IV, as well as those concerning the temporary duty-free import of personal effects and vehicles belonging to the personnel referred to in article XVII.

*Article XX*

Each Contracting Party shall permit, under the conditions stipulated by supplementary arrangements, the import free of customs duties and exempted from all import restrictions of the machinery, instruments or equipment and, in general, of all materials which one of the Parties may provide to the other by way of cultural and technical cooperation, as well as materials for the cultural and scientific institutions referred to in article IV.

*Article XXI*

[Teachers, experts, engineers and other specialists carrying out their activities in Bolivia under this Agreement shall be exempted, by the Bolivian Government from all taxes on the portion of their salary paid by the French Government.]<sup>1</sup>

[The Bolivian Government shall grant to such personnel and to their families, property, funds and salaries the status enjoyed by experts of the specialized agencies of the United Nations.]<sup>1</sup>

*Article XXII*

The objects and equipment imported duty-free in accordance with the provisions of this Agreement may not be transferred or lent, either for payment or free of charge, in the territory of the country into which they have been imported except on terms established by the competent authorities of that country.

*Article XXIII*

A French-Bolivian mixed commission, whose members shall be appointed in equal numbers by the two Governments, shall meet alternately in Paris and in La Paz whenever the two countries deem it necessary and, in principle, every two years. It shall be presided over by a French national in Paris and by a Bolivian national in La Paz.

<sup>1</sup> The text between brackets reflects the authentic French text only — Le texte entre crochets reflète seulement le texte authentique français.

This commission shall consider questions relating to the implementation of this Agreement. It shall, in particular, study the programme of activities to be undertaken and shall submit that programme to both Governments for approval.

*Article XXIV*

[Each country shall notify the other when it has completed the procedures required by its Constitution for its entry into force. It shall enter into force on the date of the last such notification.

This Agreement is concluded for a period of five years. It may be extended for additional periods of five years. It may be extended indefinitely by tacit agreement unless it is terminated by one of the two countries upon the expiry of six months' notice.

IN WITNESS WHEREOF the representatives of the two Governments have signed this Agreement, in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.]<sup>1</sup>

DONE at La Paz on 26 May 1966.

For the French Government:

DOMINIQUE PONCHARDIER  
Ambassador of France to Bolivia

For the Government of Bolivia:

COL JOAQUÍN ZENTENO ANAYA  
Minister for Foreign  
and Religious Affairs

---

<sup>1</sup> The text between brackets reflects the authentic French text only — Le texte entre crochets reflète seulement le texte authentique français.

PROTOCOL<sup>1</sup> SUPPLEMENTING THE AGREEMENT ON CULTURAL, SCIENTIFIC AND TECHNICAL COOPERATION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF BOLIVIA, DONE AT LA PAZ ON 26 MAY 1966,<sup>2</sup> RELATIVE TO THE STATUS IN BOLIVIA OF FRENCH RESEARCH WORKERS AND INSTITUTIONS CARRYING OUT ACTIVITIES IN BOLIVIA UNDER THAT AGREEMENT

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Bolivia,

In view of the Agreement on Cultural, Scientific and Technical Cooperation concluded between them at La Paz on 26 May 1966,

Desiring to specify the status in Bolivia of French institutes and French teachers, experts, engineers and other specialists carrying out their activities in Bolivia under that Agreement, have agreed as follows:

*Article 1*

French teachers, experts, engineers and other specialists carrying out their activities in Bolivia under the French-Bolivian Agreement on Cultural, Scientific and Technical Cooperation of 26 May 1966 shall be subject to the following obligations:

- (a) They shall not interfere in the domestic affairs of Bolivia;
- (b) They shall not participate in activities for gain other than those carried out in accordance with the Agreement;
- (c) They shall submit periodic activity reports and a final activity report to the Bolivian authorities to which they are assigned.

*Article 2*

The French teachers, experts, engineers and other specialists referred to in article 1 shall be granted, in addition to facilities for their installation (appropriate residence permits), the following privileges and immunities:

- (a) The personal inviolability of such personnel, their homes (and their property);
- (b) Immunity from legal process with respect to acts performed by them in connection with their duties and within the limits of their competence (including their spoken or written words);
- (c) The duty-free and tax-free import of their personal effects and of one vehicle during the first six months after their arrival in the country, on a single occasion, until the conclusion of their mission, and the right to re-export such property at the end of the mission;

<sup>1</sup> Came into force on 20 May 1994 by signature, in accordance with article 4.

<sup>2</sup> See p. 124 of this volume.

The Embassy of France shall communicate, by notes verbales, the initiation of the activities of the new institutions so that the French teachers, experts, professional personnel and other specialists arriving to carry out their functions within those institutions may benefit from the Agreement on Cultural, Scientific and Technical Cooperation concluded between the Governments of Bolivia and France, and from this Protocol;

(d) The same facilities with respect to monetary or exchange regulations as those granted to representatives of foreign Governments on temporary official mission.

*Article 3*

Pursuant to articles IV and XX of the Agreement of 26 May 1966, the French research institutions approved by the Bolivian Party which are carrying out their mission in Bolivia shall be granted, in addition to facilities for their installation (appropriate residence permits), the duty-free and tax-free import of materials, machinery and equipment necessary for the performance of their mission and exemption from import prohibitions and restrictions thereon.

*Article 4*

This Protocol shall enter into force on the date of its signature.

It shall remain in force as long as the Agreement on Cultural, Scientific and Technical Cooperation between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Bolivia of 26 May 1966 remains in force.

DONE at La Paz on 20 May 1994 in duplicate, in the French and Spanish languages.

For the Government  
of the French Republic:  
M. B. DUFOURCQ

For the Government  
of the Republic of Bolivia:  
JAIME APARICIO OTERO

